

## BURKINA FASO

# Une ambition pour le CCOF : Se faire entendre des décideurs internationaux

*Oltre la défense du paysan burkinabé, le CCOF, vise à s'imposer dans les négociations agricoles internationales comme un représentant de référence d'OP africaines.*

Le Burkina Faso connaît une pratique réussie de regroupement d'organisations paysannes à l'échelon départemental, provincial et fédératif. Mais c'est l'expérience sénégalaise du *Conseil national de concertation et de coopération des ruraux du Sénégal* (CNCR) qui a inspiré l'initiative d'une quarantaine de leaders paysans burkinabés, lorsqu'ils ont, en juillet 1998, jeté les bases d'une nouvelle structure chargée de renforcer l'efficacité des organisations paysannes: le CCOF, *Cadre de concertation des organisations faîtières*.

Représentant trois fédérations nationales sur les quatre existantes (*Conseil national des professionnels agricoles, Union nationale des jeunes producteurs agricoles et Fédération nationale des organisations paysannes*) cette structure, destinée à institutionnaliser leur représentation et leur volonté de participation, s'est fixé quatre objectifs:

1. Constituer un cadre d'analyse des enjeux communs et de formulation de stratégies et d'actions.
2. Représenter et défendre les intérêts des paysans au niveau national et international, en constituant une force de proposition et de lobbying.
3. Devenir l'interlocuteur de la plateforme paysanne sous régionale.
4. Favoriser le renforcement des capacités individuelles et collectives des paysans.

Dépendant d'une Assemblée générale, d'un bureau de coordination et d'une commission de contrôle, le

CCOF agit sur mandat. Il est dirigé par un coordonnateur tournant, qui se trouve être actuellement M. Paul Ouedraogo, membre de la FENOP.

Le mandat du CCOF lui permet d'ouvrir des concertations sur les questions de production et de structure des associations, sur les problèmes de formation des paysans et des responsables d'organisations professionnelles, sur l'information et la communication vers le milieu rural et enfin sur la négociation avec des partenaires du développement (structures étatiques, coopérations, ONG, etc.). Une mission qui passe par l'organisation de rencontres de réflexion, la mise en œuvre de sessions de formation, la diffusion régulière d'informations et la sensibilisation des paysans aux enjeux de ses diverses interventions.

Le CCOF s'est également engagé dans une importante action de promotion et de respect de la femme, afin que soit reconnue sa participation au sein des organisations rurales. Intervenant comme interlocuteur des organisations qu'il représente, il participe actuellement à une importante concertation sur le projet de mise en place d'un réseau de chambres d'agriculture avec l'appui de la FAO. Il a été également appelé au *Comité de pilotage du Programme national pour le développement des services agricoles*, un projet financé par la Banque mondiale.

Si la défense des intérêts paysans représente une part importante de l'action du CCOF sur le terrain, sa grande ambition n'en demeure pas moins de constituer, au niveau international, une force de proposition capable de peser sur les négociations agricoles concernant la région ouest africaine.

Grâce à une communication efficace et à une présence active dans les grands forums spécialisés, la centrale

espère s'imposer comme un interlocuteur de référence pour tout ce qui touche aux organisations paysannes africaines. Ce qui a valu à son coordonnateur, M. Paul Ouedraogo, de faire une intervention sur la structuration des mouvements paysans au Burkina Faso, lors d'une rencontre débat organisée en mai dernier à Bruxelles par le *Collectif Stratégies alimentaires*. Ce débat a notamment traité de la mise sous perfusion de l'Afrique, souvent considérée comme incapable de produire sa nourriture. Les intervenants se sont alors attachés à démontrer que la mise sous tutelle du continent par des organisations internationales pratiquant une politique d'assistance qui ne laisse aux paysanneries aucune possibilité de se déterminer face à la multitude d'intervenants imposés, est aussi responsable des échecs répétés du développement. Ajoutés à la paupérisation et au désengagement des États, ces faits constituent même des facteurs aggravants pour la dépendance des populations africaines.

Le CCOF avait également été invité à une rencontre sur le «soutien aux organisations de productions agricoles», organisée en juin dernier à Washington par la Banque mondiale et la *Fédération internationale des producteurs agricoles*. En portant la voix des paysans africains dans les tribunes où se décide le sort de l'humanité, le CCOF vise à faire prendre en compte les préoccupations du terrain dans les programmes financés par les bailleurs internationaux ■

.....  
**CONTACTS: CCOF SIC FENOP 09 BP 977, OUAGADOUGOU 09, Burkina Faso. Tél. 226 36 11 51**

**Collectif Stratégies alimentaires, 184 d bd Léopold II, 1080 Bruxelles. Tél. 32 2 412 06 60. Fax 32 2 412 06 66 Email: CSA@skynet.be**  
.....